

Message de
Sa Majesté le Roi Mohammed VI
Roi du Maroc

aux participants à

**la 40^{ème} session du Conseil des gouverneurs des banques
centrales et des Instituts d'émission arabes**

Rabat, 22 septembre 2016

Message from
His Majesty Mohammed VI
King of Morocco

to the participants in

**the 40th Meeting of the Council of Arab Central Bank
Governors and Arab Monetary Agencies**

Rabat, 22 September 2016

Mensaje de
Su Majestad Mohammed VI
Rey de Marruecos

a los participantes en

**la 40^a sesión del Consejo de gobernadores de
los bancos centrales e institutos de emisión árabes**

Rabat, 22 de septiembre de 2016



Imprimerie Royale - Rabat



Sa Majesté le Roi Mohammed VI
His Majesty King Mohammed VI
Su Majestad el Rey Mohammed VI



الحمد لله، والصلاة والسلام على مولانا رسول الله وآله وصحبه.

**Excellences,
Mesdames, Messieurs**

Il Nous est agréable de vous accueillir une nouvelle fois dans votre deuxième pays, le Maroc, à l'occasion de la 40^{ème} session du Conseil des gouverneurs des banques centrales et des instituts d'émission arabes.

Depuis votre dernière réunion à Marrakech en 2008, le contexte mondial et régional a connu d'importantes mutations. La crise économique et financière qui n'était qu'à ses débuts s'est finalement avérée beaucoup plus longue et plus profonde qu'envisagé. En outre, elle ne s'est pas cantonnée au secteur financier mais s'est propagée également au secteur réel.

Aujourd'hui, près d'une décennie plus tard et en dépit des importantes réformes entreprises par la communauté internationale en réaction à cette crise, ses séquelles sont toujours là. Dans plusieurs pays avancés, la croissance reste atone, le chômage, surtout des jeunes, persiste à des niveaux élevés, l'endettement public préoccupant et la situation des systèmes bancaires fragile. De même, les grandes économies émergentes connaissent globalement des difficultés, voire des récessions pour certaines d'entre elles.

Au cours de cette décennie, et devant l'amenuisement des marges de manœuvre des gouvernements, les banques centrales ont été fortement sollicitées. Leurs interventions sont allées au-delà des instruments traditionnels de la politique monétaire pour explorer de nouveaux dispositifs non conventionnels. Elles ont certes réussi dans une certaine mesure à atténuer la gravité de la crise et de ses conséquences, mais le recours démesuré aux instruments non conventionnels a généré de nouveaux risques pour les marchés et plus globalement pour la stabilité financière.

Excellences,

Dans le monde arabe, cette dernière décennie a été marquée, en plus des effets de la crise mondiale, par une multitude de développements politiques et sociaux. Les conflits politiques, la dégradation de la situation sécuritaire et la montée du terrorisme continuent de détruire les institutions, de ruiner l'économie et de menacer la sécurité des citoyens de certains pays. De même, le mouvement baissier des prix du pétrole depuis juin 2014 met à rude épreuve les économies de plusieurs pays exportateurs de cette matière, avec notamment une réduction des marges budgétaires pour l'investissement économique et social.



En revanche, il est réjouissant de relever que pour un grand nombre de pays, les économies ont démontré une certaine résilience face à ces évolutions et ce, grâce à des réformes structurelles courageuses et à des politiques de diversification du tissu économique.

En nous félicitant des avancées notables réalisées par vos institutions pour la mobilisation des ressources nécessaires au financement du développement économique et social de nos pays, Nous vous invitons à plus de vigilance pour mieux gérer les interactions entre leur mission traditionnelle et leurs nouvelles attributions concernant la stabilité financière. Elles doivent d'une part, permettre une certaine souplesse du système financier pour assurer un financement adéquat de l'économie et soutenir la croissance, et sont amenées d'autre part, à renforcer leur supervision et leur contrôle pour éviter toute défaillance du système et lutter contre les flux financiers illégaux, notamment ceux profitant au terrorisme.

C'est dire que votre réunion aujourd'hui se déroule dans un contexte particulier, et comme un peu partout, les attentes vis-à-vis des autorités monétaires arabes et l'espoir nourri à leur égard demeurent très grands. Nous restons persuadés que l'unification des efforts des autorités monétaires arabes permettra de mieux exploiter la diversité et la complémentarité de nos économies pour bâtir, comme nous continuons à l'espérer, un bloc économique arabe fort et prospère.

Excellences,

Dans cet environnement international globalement défavorable, l'économie marocaine a démontré une résilience notable et ce, grâce aux différents chantiers structurants lancés depuis le début des années 2000 et aux efforts que nous poursuivons sans relâche pour préserver les acquis et engranger de nouvelles réalisations.

Plus récemment, Nous avons engagé une panoplie de réformes qui ont concerné principalement le cadre institutionnel, mais également plusieurs autres domaines, en particulier, le système d'éducation, la justice, la régionalisation avancée et l'environnement des affaires.

Le Maroc a aussi entamé la réforme du système de subventions des prix à la consommation, ce qui a permis de redresser la situation des finances publiques et de dégager des marges budgétaires au profit de l'investissement économique et des filets sociaux destinés aux populations les plus vulnérables. Pour consolider ce redressement et améliorer la visibilité et la transparence des finances publiques, une nouvelle loi organique des finances est entrée en vigueur à partir de 2016.

Sur le plan monétaire et financier, le Maroc a poursuivi l'effort de modernisation et d'approfondissement du système financier national en vue d'aligner la politique



monétaire du Royaume sur les meilleures pratiques internationales, tout en maintenant une politique accommodante pour soutenir le financement de l'économie, notamment celui des TPME.

Par ailleurs, un cadre légal et un mécanisme de résolution de crises ont été mis en place, en concertation avec les autres régulateurs. Dans ce cadre, Bank Al-Maghrib continue d'aligner son dispositif de surveillance du secteur bancaire sur les normes internationales et d'accompagner l'extension à l'international des banques marocaines, aujourd'hui présentes dans une trentaine de pays.

L'ensemble de ces efforts a permis au système financier national de réussir sans difficulté l'évaluation menée par le FMI et la Banque Mondiale en avril 2015 et qui, en particulier, a confirmé la solidité du système bancaire marocain.

Grâce à ces réformes, mais également à la stabilité politique et à la sécurité dont il jouit, Dieu en soit loué, le Maroc renforce son image auprès des partenaires internationaux, des agences de notation et des investisseurs. L'accord de précaution et de liquidité renouvelé récemment pour la troisième fois avec le FMI et la poursuite d'afflux conséquents d'IDE, dont une partie importante provient de nos partenaires du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), ne sont que le reflet de la considération dont jouit le Royaume.

Ces importantes réalisations nous confortent dans nos choix en matière de politique extérieure et appuient notre politique d'ouverture sur notre région et sur le monde, le Maroc étant lié aujourd'hui par des accords de libre-échange avec cinquante-six pays, dont plusieurs pays arabes frères.

Dans cette optique, le Royaume, a lancé un projet ambitionnant d'ériger Casablanca en Hub financier régional, servant de plateforme d'échange entre l'Afrique et le reste du monde. Cette ambition est aujourd'hui une réalité, le dernier classement des places financières ayant placé Casablanca Finance City à la 33^{ème} position mondiale et au premier rang à l'échelle continentale.

Consacrant davantage notre choix d'ouverture et dans le but de renforcer la résilience de notre économie aux chocs externes, nous avons décidé tout récemment d'entamer une transition graduelle vers un régime de change plus flexible, à même de consolider la compétitivité de notre économie.

Excellences,

Les mutations économiques, sociales et institutionnelles que connaît le monde et qui sont de plus en plus rapides et imprévisibles constituent des défis de taille auxquels les pouvoirs publics et les autorités monétaires en particulier doivent faire face.



L'une des conditions sine qua non pour surmonter ces défis est la disponibilité des ressources humaines qualifiées aptes à anticiper et à agir. Le capital humain constitue en effet à la fois un facteur déterminant et la principale composante de la richesse de nos pays.

Ce sont justement ces constats qu'a fait ressortir l'étude que nous avons confiée au Conseil Économique, Social et Environnemental et à Bank Al-Maghrib et à travers laquelle nous avons appelé à placer le capital immatériel au centre des priorités des politiques publiques.

Les soucis et les défis économiques du présent ne doivent pas éclipser les enjeux de la durabilité de notre développement et de l'avenir des générations futures. Ces préoccupations sont aujourd'hui au centre du nouvel agenda de développement durable qui reconduit et élargit les engagements des pays dans le cadre des objectifs du millénaire pour le développement et des efforts pour la lutte contre le changement climatique.

Au Maroc, nous nous inscrivons totalement dans ces orientations, l'accueil par le Royaume de la 22^{ème} session de la Conférence des Etats-Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (COP22), en novembre prochain, à Marrakech, étant une concrétisation de ce choix et une reconnaissance internationale de nos efforts dans ces domaines.

Excellences,

Nous avons la certitude que grâce à votre expérience et à votre capacité d'innovation ainsi qu'à votre coopération fructueuse dans des cadres comme celui qui vous unit aujourd'hui, ou au sein des différentes commissions du Fonds Monétaire Arabe, dont Nous suivons de près les travaux et Nous saluons les réalisations continues, vous poursuivrez, aux côtés des autres autorités, votre importante contribution au développement de nos pays. Nous sommes d'autant plus rassurés que les banques centrales et les instituts d'émission arabes jouissent de l'indépendance nécessaire pour accomplir ce rôle et promouvoir les intérêts de notre région au sein des instances internationales.

Nous vous renouvelons Nos souhaits de bienvenue au Maroc et Nos vœux de plein succès dans vos travaux.

والسلام عليكم ورحمة الله تعالى وبركاته.

Mohammed VI

Roi du Maroc